COTE D'IVOIRE

La Côte d'Ivoire est une république démocratique qui, selon les estimations, compte 21 millions d'habitants. Laurent Gbagbo, candidat du Front Populaire Ivoirien (FPI), est devenu, en 2000, le troisième président du pays. Cette élection présidentielle, dont deux des grandes formations politiques, le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) et le Rassemblement des Républicains (RDR), ont été exclues, a été entachée de graves violences et d'irrégularités.

En 2002, une tentative de coup d'Etat s'est transformée en une rébellion qui a divisé le pays en deux zones, le nord contrôlé par les rebelles des Forces nouvelles (FN) et le sud par le gouvernement. L'échec des accords de paix ultérieurs a mené au déploiement en 2004, dans le cadre de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), de 6 000 casques bleus qui se sont joints à l'opération Licorne, force française de maintien de la paix déjà présente dans le pays et forte de 4 000 membres. Environ 7 200 casques bleus de l'ONUCI et 900 soldats de maintien de la paix de Licorne étaient toujours dans le pays à la fin de l'année pour appuyer le processus de paix en cours. En général, les autorités civiles ont réussi à garder le contrôle effectif des forces de sécurité dans les zones sous le contrôle du gouvernement. Dans l'ensemble, les autorités des zones contrôlées par les FN n'ont pas maintenu un contrôle effectif de leurs forces de sécurité.

En 2007, le président Gbagbo et le chef rebelle des FN, Guillaume Soro ont signé l'Accord politique de Ouagadougou (APO), qui prévoyait la tenue d'élections, la détermination de la citoyenneté, le désarmement des factions armées et la réunification du nord et du sud. La zone de confiance séparant le nord du sud a été démantelée en 2008. Les élections prévues pour le mois de novembre ont été ajournées et peu de progrès ont été enregistrés sur le désarmement et autres points clés de l'APO au cours de l'année. En ce qui concerne la détermination de la citoyenneté, plus de 6,5 millions de personnes ont cependant été enregistrées lors du processus d'enregistrement et d'inscription sur le registre électoral, qui a pris fin le 30 juin. Avec les données collectées lors de ce processus, la Commission électorale indépendante (CEI) a préparé une liste provisoire des électeurs inscrits.

En matière de droits de l'homme, les violations suivantes ont été signalées dans les régions se trouvant sous le contrôle effectif du gouvernement : restriction du droit des citoyens de changer leur gouvernement ; meurtres arbitraires et illégaux, y compris des exécutions sommaires ; torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ; viol de civils ; conditions dans les prisons et centres de détention mettant en danger la vie des personnes ; impunité des officiels ; arrestations et détentions arbitraires ; déni du droit à un procès public et équitable ; ingérence arbitraire dans la vie privée, la famille, le foyer et la correspondance ; harcèlement par la police et abus des Africains non-ivoiriens ; recours à une force excessive et autres abus dans les conflits internes ; restrictions aux libertés d'expression, de presse, de réunion pacifique, d'association et de circulation ; corruption dans la fonction publique ; discrimination et violence envers les femmes, dont la mutilation génitale féminine (MGF) ; maltraitance et exploitation des enfants, y compris le travail forcé et dangereux ; travail forcé et traite des personnes.

Meurtres extrajudiciaires ; torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ; viol de civils ; conditions dans les prisons et centres de détention mettant en danger la vie des personnes ; impunité des officiels ; arrestations et détentions arbitraires ; déni du droit à un procès public et équitable ; ingérence arbitraire dans la vie privée, la famille et le foyer ; recours à une force excessive et autres abus dans les conflits internes ; restriction à la liberté de circulation ; corruption et extorsion ; discrimination et violence envers les femmes, dont la MGF ; et maltraitance et exploitation des enfants ont été signalés dans les régions se trouvant sous le contrôle effectif des FN.

RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

Section 1 Respect de l'intégrité de la personne, y compris la liberté de ne pas être victime de :

a. Privation arbitraire ou illégale de la vie

Les forces de sécurité ont continué à commettre des meurtres extrajudiciaires en toute impunité et les milices pro-gouvernementales ont été responsables de meurtres et de harcèlement. Ces crimes ont souvent été passés sous silence ou ont été rarement déclarés par crainte de représailles.

Le 20 mai, la police a ouvert le feu sur un taxi dans le quartier de Koumassi, à Abidjan, tuant le chauffeur, Konate Aboudramane et un passager, l'agent de police Konan N'guessan. A la fin de l'année, la police poursuivait son enquête sur cet incident.

A la différence des années précédentes, il n'a pas été signalé de mort de manifestants à la suite d'actions des forces de sécurité.

Le gendarme Drissa Dante, qui avait abattu une fille de 15 ans en avril 2008 alors qu'il tentait de disperser une foule en colère, a été libéré sous caution après quelques semaines de détention. Il attendait de passer en procès à la fin de l'année.

Le gouvernement n'a pris aucune mesure à l'encontre des policiers qui ont ouvert le feu sur des manifestants à Abidjan en avril 2008, faisant un mort.

On a appris dans le cours de l'année qu'au mois de décembre 2008, Amantchi Hervé, un agent de police d'Abidjan, avait abattu un homme qui, selon lui, aurait pris part au viol de sa petite amie ; aucune mesure n'avait été prise à son encontre à la fin de l'année.

Les forces de sécurité ont souvent eu recours à une force létale pour combattre la criminalité galopante et ont souvent commis eux-mêmes des actes criminels avec impunité. Ces incidents se sont souvent produits lorsque les forces de sécurité ont appréhendé des suspects ou tenté d'extorquer de l'argent à des chauffeurs de taxi ou des commerçants à des postes de contrôle et des barrages routiers.

Au cours de l'année, il y a eu plusieurs meurtres attribués aux membres du Centre de commandement des opérations de sécurité (CeCOS), une organisation gouvernementale de lutte contre la criminalité dont le personnel a également été accusé de violations des droits de l'homme, de racket, d'extorsion et de harcèlement. Des membres du CeCOS se seraient livrés à des exécutions sommaires de voleurs à Abidjan, bien que le ministère de l'Intérieur ait déclaré que toutes les victimes étaient des délinquants tués pendant des opérations anti-criminalité menées par la police.

Le 22 avril, le tribunal militaire d'Abidjan a condamné un membre du CeCOS à 15 ans de prison pour sa participation au meurtre de deux échappés de prison qui avaient été battus à mort

en 2007. Il n'y a rien eu d'autre en ce qui concerne d'autres meurtres commis par des membres du CeCOS les années précédentes.

Durant l'année, des meurtres extrajudiciaires attribués aux FN ont été signalés dans les zones sous contrôle des rebelles et dans l'ancienne zone de confiance.

Le 24 février, le bureau des Droits de l'homme de l'ONUCI a déclaré que deux soldats des FN avaient exécuté un homme à Séguéla. Ils soutenaient qu'il s'agissait d'un criminel notoire qui refusait de se laisser arrêter. Les autorités des FN les ont arrêtés et détenus, mais les soldats les ont relâchés 24 heures plus tard. A la fin de l'année aucune enquête plus approfondie sur cet incident n'avait eu lieu.

Le 10 juin, Ivo Issiaka, un ressortissant burkinabé âgé de 28 ans est décédé alors qu'il était en garde à vue au siège de la gendarmerie de Vavoua et a été enterré par les autorités locales des FN sans qu'une enquête ou une autopsie appropriée n'ait été effectuée. Une enquête menée par le bureau des Droits de l'homme de l'ONUCI a révélé que la victime avait été battue à mort et tuée à coups de machettes par des soldats des FN.

Les FN n'ont lancé aucune enquête officielle sur les meurtres suivants commis en 2008 par leurs forces : celui de trois hommes, en juillet, accusés d'avoir volé dans un village, qui avaient essayé de s'échapper, et celui, en novembre, de neuf personnes accusées d'insurrection lors d'une révolte militaire ayant eu lieu à Séguéla.

Au cours de l'année, le bureau des Droits de l'homme de l'ONUCI a signalé qu'un procureur avait demandé aux autorités municipales et aux responsables de la morgue de Bouaké de conserver les corps de cinq personnes exécutées par des soldats des FN en 2007, comme éléments de preuve aux fins d'enquête future visant à déterminer quels en étaient les auteurs et les circonstances de ces morts ; aucune enquête n'avait cependant été lancée à la fin de l'année.

Des membres des Jeunes patriotes (un groupe de jeunes intimement lié au FPI, le parti au pouvoir), responsables d'exécutions sommaires les années précédentes, ont continué à opérer en toute impunité.

A Abidjan et dans l'ouest du pays, on a signalé des atrocités, y compris des meurtres commis par les milices pro-gouvernementales et des bandits armés qui feraient partie des FN.

b. Disparitions

A la différence des années précédentes, il n'a pas été fait état de disparitions à motivation politique ; selon des articles de presse non confirmés, les forces de sécurité auraient cependant pris part à des enlèvements.

Les autorités nationales n'ont fait que peu d'efforts pour appuyer l'enquête menée par la France sur la disparition en 2004 du journaliste franco-canadien Guy André Kieffer ; le 23 avril, cependant, la première dame Simone Gbagbo a déposé à Abidjan devant des juges français enquêtant sur cette affaire.

c. Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

La Constitution et la loi interdisent de telles pratiques ; les forces de sécurité, la police et les soldats des FN ont cependant battu et maltraité des détenus et des prisonniers soit pour les punir soit pour leur arracher des aveux, ou encore pour leur extorquer de l'argent en toute impunité. Les policiers ont forcé des détenus à se livrer à des tâches dégradantes sous la menace de violence physique et continué à harceler et à exiger des pots-de-vin à des personnes originaires du nord ou portant des noms provenant de cette région.

Le 23 mars, trois gendarmes ont grièvement blessé un chauffeur de taxi âgé de 40 ans en le battant pour avoir, selon eux, refusé de les transporter. Le chauffeur a été opéré à la mâchoire et a été blessé aux yeux, à la bouche et à la tête. Les autorités ont promis de prendre des mesures disciplinaires à l'encontre des gendarmes, mais ne l'avaient pas fait à la fin de l'année.

Au mois de septembre, des membres du CeCOS ont arrêté Seydou Koné, un enseignant et activiste du RDR, accusé de tentative de renversement du gouvernement ; il a par la suite été détenu au secret du 12 au 16 octobre dans la maison d'arrêt et de correction d'Abidjan (MACA). Selon Me Soungalo Coulibaly, secrétaire national aux Droits de l'homme du RDR, qui a rendu visite à Koné le 16 octobre, le corps de ce dernier portait les marques de ses passages à tabac en prison. Au mois de décembre Me Coulibaly a organisé une conférence de presse pour dénoncer

les abus commis contre Koné. Aucune enquête n'avait été effectuée à la fin de l'année.

Il y a encore eu des comptes rendus selon lesquels des Africains non-ivoiriens, essentiellement des ressortissants de pays voisins, ont fait l'objet de harcèlement et d'abus de la part des forces de sécurité et de groupes « d'autodéfense », notamment des vérifications répétées de documents, des extorsions de la part des forces de sécurité et du racket.

Des membres des FN ont torturé, dans les zones se trouvant sous leur contrôle, des personnes soupçonnées d'être loyales envers le gouvernement ou des alliés du chef rebelle rival, Ibrahim Coulibaly.

Par exemple, le caporal Alpha Diabaté, un proche collaborateur du commandant des FN de la Zone 8, Coulibaly Ousmane, a été identifié comme étant l'auteur de la torture de trois éleveurs à Odienne en mai 2008. A la fin de l'année, les autorités des FN n'avaient pris aucune mesure à son encontre.

Au mois de février, les autorités des FN ont libéré sept détenus à Bouna. Ils avaient été battus et maltraités par des soldats des FN pour avoir pris part, selon ces derniers, à des vols à main armée en décembre 2008.

Les forces de sécurité ont violé des femmes et des filles.

Par exemple, le 11 janvier, deux soldats faisant partie d'une brigade interarmes, composée de membres des forces de défense et de sécurité (FDS) et de soldats des FN, ont violé une femme à Bouaké. Les autorités des FN ont arrêté les deux soldats et les ont placés en détention.

Le 5 février le bureau des Droits de l'homme de l'ONUCI a signalé qu'un agent de police de San Pédro avait battu et violé une fille âgée de 16 ans. La mère de celle-ci avait officiellement porté plainte, mais l'a retirée quelques jours plus tard, l'agent de police ayant offert 350 000 francs CFA (700 dollars) et plusieurs bouteilles d'alcool à la famille de la fille pour régler l'affaire.

Des membres des FN ont violé des femmes et des filles dans le nord du pays.

Par exemple, au mois de juin, le bureau des Droits de l'homme de l'ONUCI a signalé qu'un soldat des FN, Ouattara Ahmed et un

civil, Coulibaly Soumaila, auraient violé du fille âgée de 10 ans à Bouaké. La police les a arrêtés et placés en détention avec cinq autres personnes à la suite de ce viol.

Le 8 octobre, Ouani Mamadou, un soldat des FN, serait entré par effraction dans un domicile, aurait violé l'employée de maison et tenté de violer une fille âgée de 13 ans vivant dans la maison, mais celle-ci a réussi à s'échapper. Le père de la fille a porté plainte auprès de la police, mais l'a retirée après avoir été menacé par des soldats des FN. Des membres du bureau des Droits de l'homme de l'ONUCI ont porté l'affaire à l'attention des autorités locales, mais aucune mesure n'avait été prise à la fin de l'année.

Il n'a été fait état d'aucun nouveau développement dans l'affaire du viol, en 2008, d'une fille âgée de 13 ans par des soldats de la FDS et des FN à Kounahiri.

Les autorités ont continué à détenir Diabaté Adama, un membre des FN, et l'un des deux autres hommes accusés du viol de deux filles à Bouaké et à Danané en avril 2008. Son procès n'avait pas eu lieu à la fin de l'année.

Des membres du CECOS se sont également livrés à des abus sexuels contre des civils. Par exemple, le 25 juin, à la suite de l'intervention de l'organisation non gouvernementale (ONG) Mouvement ivoirien des droits de l'homme (MIDH), le procureur militaire d'Abidjan a arrêté et détenu sept membres du CECOS, qui avaient obligé un couple à avoir des rapports sexuels dans une rue pendant qu'ils filmaient l'incident. Ils ont ensuite téléchargé le film sur l'Internet et les chefs d'accusation de vol, voie de faits et « affront aux bonnes mœurs » ont été portés contre eux. Ils attendaient de passer en procès à la fin de l'année.

Au mois de décembre, l'ONUCI a publié un communiqué de presse selon lequel elle avait établi une commission d'enquête concernant de nouvelles allégations d'abus sexuels commis par des casques bleus dans le pays. Le porte-parole de l'ONUCI, qui a déclaré que celle-ci prenait des mesures pour s'assurer que des enquêtes étaient menées, a indiqué que les membres du personnel de l'ONUCI impliqué en 2007 dans une affaire d'exploitation sexuelle et d'abus de mineurs avaient été renvoyés dans leurs pays d'origine où ils avaient été jugés.

Conditions carcérales et dans les centres de détention

Dans les 33 prisons du pays, les conditions étaient mauvaises et parfois susceptibles d'entraîner la mort des détenus. Dans les 22 prisons, qui servaient également de centres de détention dans la zone contrôlée par le gouvernement dans le sud, la surpopulation a constitué un problème grave. Ainsi, la prison centrale du pays, la Maison d'arrêt et de correction d'Abidjan (MACA), avait été construite pour 1 500 personnes mais en détenait environ 5 200. Les conditions à la MACA étaient notoirement mauvaises, surtout pour les pauvres. Certains prisonniers plus fortunés pouvaient cependant « acheter » des cellules plus grandes, de la nourriture et même engager du personnel pour laver et repasser leurs vêtements. Le gouvernement a fourni des rations alimentaires journalières mais inadéquates, ce qui a entraîné des cas de malnutrition grave chez les prisonniers dont les familles ne leur apportaient pas de nourriture supplémentaire. Au 31 décembre, 187 prisonniers étaient décédés dans les prisons du pays contrôlées par le gouvernement, principalement du fait de la malnutrition et de maladies. Des sources crédibles rapportent que des prisonniers ont fréquemment brutalisé d'autres détenus pour avoir plus d'espace pour dormir ou plus de rations.

Les mineurs de sexe masculin étaient détenus séparément des adultes mais les barrières physiques à la MACA étaient insuffisantes pour assurer une ségrégation complète. Certains mineurs étaient détenus avec leurs complices adultes. Des détenus avant procès étaient placés avec des prisonniers jugés coupables.

Les conditions carcérales étaient particulièrement difficiles pour les femmes et les locaux prévus pour les soins de santé inadéquats. On a continué à signaler que les femmes prisonnières avaient des rapports sexuels avec les surveillants pour obtenir de la nourriture ou des faveurs. Les prisonnières enceintes allaient accoucher à l'hôpital, mais leurs enfants vivaient souvent avec elles en prison. Les autorités pénitentiaires n'ont accepté aucune responsabilité pour prendre soin des nourrissons ou les nourrir, mais les mères détenues recevaient de l'aide d'organisations non gouvernementales (ONG).

Le gouvernement a donné accès aux prisons au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et à des ONG locales et internationales dont Médecins du Monde, International Prisons Friendship, Love Amour, Prisonniers sans Frontières et le Secours médical islamique ivoirien.

Les conditions de détention et des prisons des zones contrôlées par les FN étaient pire qu'à la MACA, les détenus étant parfois confinés dans des écoles, des salles de cinéma ou autre bâtiments convertis, où la circulation de l'air et les installations sanitaires étaient mauvaises. En août 2008, par exemple, l'ONU CI a découvert un trou de 2 mètres 10 de profondeur, recouvert avec des barres de fer, dont les FN se servaient en tant que lieu illégal de détention. La nutrition et les soins médicaux ont été inadéquats. De nombreux détenus ont souffert de maladies respiratoires -et certains en sont morts -, de tuberculose ou de paludisme en raison du manque de soins et de conditions non hygiéniques.

Les FN ont parfois refusé l'accès aux prisons au CICR et aux équipes locales de la division des Droits de l'homme de l'ONU CI et aussi parfois refusé les droits de visite des groupes locaux de défense des droits de l'homme.

Grâce à l'assistance financière d'un gouvernement étranger, l'ONG Prisonniers sans Frontières a mené à bien en 2008 la rénovation des 11 prisons situées dans les zones contrôlées par les FN. A la fin de l'année, les FN n'avaient cependant pas encore remis le contrôle de ces prisons aux autorités gouvernementales.

d. Arrestation ou détention arbitraire

La Constitution et la loi interdisent l'arrestation et la détention arbitraires ; cependant, elles ont eu lieu fréquemment.

Rôle de la police et de l'appareil de sécurité

Les forces de sécurité sous la tutelle des ministères de la Défense et de l'Intérieur regroupent l'armée de terre, la marine, l'armée de l'air, la garde républicaine, les forces de sécurité présidentielle et la gendarmerie, un corps des forces armées responsable en général de l'application des lois. Les forces de police, sous la tutelle du ministère de l'Intérieur, comprennent des unités paramilitaires d'intervention rapide telles que la Brigade antiémeutes et la Compagnie républicaine de sécurité et la Direction de la sécurité du territoire (DST), une unité d'enquête dont les agents sont en civil. En 2005, le ministère de l'Intérieur a créé le CeCOS pour combattre la criminalité en hausse à Abidjan. Des agents de sécurité de la direction centrale recueillaient et distribuaient des

informations relatives à la criminalité et coordonnaient les activités des forces de sécurité.

Le manque de formation et d'encadrement efficaces des forces de sécurité, la corruption, l'impunité et les enquêtes menées par des forces de sécurité, elles-mêmes auteurs d'abus, ont contribué à une situation d'anarchie et à la peur de porter plainte de la part du public. Les accusations de racket au niveau des barrages routiers demeurent un problème grave. Les forces de sécurité ont harcelé, intimidé et maltraité les personnes qui refusaient de payer des pots-de-vin et leur ont confisqué leurs documents officiels. Elles ont aussi souvent eu recours à une force excessive et parfois létale au cours d'opérations de sécurité et pour disperser des manifestations. La police aurait sollicité des faveurs sexuelles auprès de prostituées pour ne pas les arrêter. Selon des rapports crédibles, les forces de sécurité d'Abidjan auraient loué des uniformes et des armes à des personnes désirant se livrer à des activités criminelles. Elles n'ont aussi parfois pas réussi à prévenir la violence.

Le gouvernement a parfois pris des mesures à l'encontre d'agents de police ayant commis des abus. Toutefois, en général, il n'a pas mené d'enquête ni sanctionné suffisamment les auteurs d'abus, pas plus qu'il n'a poursuivi les personnes qui, durant les années précédentes, avaient été responsables de disparitions ou de meurtres illégaux.

Procédures d'arrestation et traitement en détention

La loi prévoit que les agents de l'Etat doivent avoir un mandat pour mener des perquisitions même si, parfois, la police s'est servie de mandats de perquisition générale où ne figurent ni nom ni adresse. Les détenus n'ont pas toujours été promptement informés des chefs d'accusation portés contre eux, surtout dans les affaires relevant de la sécurité de l'Etat. Les prévenus n'ont pas droit à une décision judiciaire au sujet de la légalité de leur détention. Un système de liberté sous caution existe, à la seule discrétion du juge saisi de l'affaire. En général, les détenus ont eu accès à des avocats mais ceux qui sont accusés de complicité avec les rebelles ou d'autres délits relevant de la sécurité nationale sont souvent privés d'accès à des avocats ou à leurs familles. Pour les délits plus graves, l'Etat commet des avocats d'office à l'intention de ceux qui n'ont pas les moyens d'engager un avocat ; cependant, les auteurs présumés d'infractions moins graves sont rarement représentés. La détention au secret a été un problème et

quelques personnes ainsi détenues ont été torturées pendant l'année (voir section 1.c.).

Un procureur de la République peut ordonner, sans chef d'accusation, la détention d'un suspect durant 48 heures et, dans les affaires spéciales portant par exemple sur des atteintes présumées à la sécurité nationale, la loi permet une garde à vue de 48 heures supplémentaires. Selon des groupes locaux de défense des droits de l'homme, la police a souvent détenu des personnes, sans chef d'accusation, au-delà de la durée légale de 48 heures et les magistrats n'ont souvent pas été en mesure de vérifier la libération des détenus qui n'avaient pas été mis en accusation. Un magistrat peut ordonner jusqu'à quatre mois de détention provisoire en fournissant chaque mois au ministère de la Justice une justification écrite.

La DST est chargée de recueillir et d'analyser des informations relatives à la sécurité nationale. Elle a le pouvoir de détenir quelqu'un, sans chef d'accusation, pour une durée maximale de quatre jours, mais les organisations de défense des droits de l'homme ont cependant déclaré qu'il y a eu de nombreux cas de détention dépassant la durée légale.

Au mois de janvier, la DST a remis en liberté de lieutenant colonel Lanciné Fofana, le lieutenant colonel Moustapha Chérif et le commandant Doulayé Sekongo, tous détenus depuis leur arrestation en octobre 2008. Elle avait arrêté et détenu ces officiers pour incitation présumée à la révolte parmi des soldats de rang inférieur, atteinte à la sécurité nationale et complicité dans la disparition d'armes.

Le 6 mai, les autorités ont libéré neuf des 11 personnes arrêtées en janvier 2008 pour complot de coup d'Etat avec Ibrahim Coulibaly, ancien rebelle et chef militaire en exil. Le journaliste indépendant français Jean-Paul Ney faisait partie des personnes libérées.

De nombreux cas d'arrestation arbitraire de commerçants et de transporteurs par les forces de sécurité ont été signalés, souvent accompagnés de harcèlement et de demandes de pots-de-vin.

Policiers et gendarmes ont détenu des personnes dans divers camps militaires à Abidjan mais de tels cas ont été moins fréquemment signalés par rapport à l'année précédente.

Les cas de détention prolongée avant procès ont constitué un problème. Malgré la durée légale de 10 mois de détention provisoire pour les affaires civiles et de 22 mois pour les affaires pénales, certains prévenus ont été détenus pendant des années. Au 31 décembre, l'administration pénitentiaire nationale a signalé que 31 % des 12 036 personnes détenues dans les 22 prisons administrées par le gouvernement étaient des prévenus en attente de procès.

e. Dénier de procès équitable et public

La Constitution et la loi prévoient un pouvoir judiciaire indépendant ; en pratique, cependant, le judiciaire était susceptible d'être influencé par l'exécutif, les forces armées et d'autres forces extérieures. Même si le pouvoir judiciaire était indépendant dans les affaires pénales ordinaires, il en référé à l'exécutif quand il s'agissait de dossiers de sécurité nationale ou d'affaires politiquement délicates. Par ailleurs, des sources crédibles ont signalé que des juges étaient corrompus. Il était courant que des juges, susceptibles de corruption, manipulent les fondements judiciaires d'un dossier. Des juges auraient accepté des pots-de-vin et des faveurs de nature sexuelle (voir section 4). Le pouvoir judiciaire était lent et inefficace.

L'appareil judiciaire formel est coiffé par une Cour suprême et composé d'une cour d'appel, de tribunaux de grande instance et d'un Conseil constitutionnel. La loi accorde au Président le pouvoir de remplacer le président de la Cour suprême à la suite d'une nouvelle législature.

Procès

Le gouvernement n'a pas toujours respecté la présomption d'innocence. La loi accorde le droit à un procès public même si, parfois, des preuves importantes ont été présentées en secret. Seule la Cour d'assises tient des procès devant jury, au cas par cas et pour des affaires pénales.

Les prévenus ont le droit d'être présents à leur procès mais ne peuvent pas présenter de témoins ou de preuves à leur décharge, ou encore interroger les témoins à charge. Les prévenus accusés de crimes ou de crimes passibles de la peine capitale ont droit à un avocat. Les autres ont eux aussi droit à un avocat mais cela n'est pas obligatoire. Le système judiciaire fournit des avocats commis d'office ; toutefois, aucune assistance juridique gratuite n'était disponible sauf dans de rares cas où des

membres du barreau ont donné gratuitement des conseils à des inculpés pour un temps limité. Les inculpés ne peuvent pas consulter les preuves de l'accusation, mais leurs avocats ont légalement le droit de le faire. Les tribunaux peuvent juger des inculpés par contumace. Les personnes jugées coupables ont le droit d'interjeter appel, mais les tribunaux de plus haute instance ont rarement infirmé les verdicts.

En milieu rural, des institutions traditionnelles administraient souvent la justice au niveau des villages en s'occupant, conformément au droit coutumier, de dossiers portant sur des conflits familiaux et de simples questions foncières. Les différends se réglaient à la suite de longs débats et il n'y a eu aucune indication de recours au châtement corporel. L'appareil judiciaire formel prenait de plus en plus le dessus sur ces mécanismes traditionnels. La loi prévoit explicitement la fonction de grand médiateur, nommé par le Président, et dont la mission serait de rapprocher les méthodes traditionnelles et modernes de règlement de différends. Les grands médiateurs n'ont pas eu d'activités durant l'année.

Les tribunaux militaires n'ont pas jugé de civils et ont fourni les mêmes droits que dans les tribunaux pénaux civils. Même si le système de justice militaire n'était pas doté de cours d'appel, ceux qui sont condamnés par un tribunal militaire peuvent déposer une requête auprès de la Cour suprême pour que celle-ci casse le verdict du tribunal et ordonne un second procès.

Il y avait peu d'information sur le système judiciaire que les FN employaient dans les régions nord et ouest du pays.

Prisonniers et détenus politiques

On n'a fait état d'aucun prisonnier ou détenu politique.

Procédures et recours judiciaires au civil

La Constitution et la loi prévoient un pouvoir judiciaire indépendant en matière civile ; le judiciaire était, cependant, susceptible de corruption, d'influence extérieure et de favoritisme fondé sur les relations familiales ou ethniques (voir section 4). Les citoyens ont le droit d'intenter des procès soit pour demander des dommages-intérêts en cas de violation des droits de l'homme soit pour une mise à terme de ces violations ; cependant, ces procès étaient rares. La justice

a été lente et inefficace et il y a eu des problèmes pour faire exécuter les ordonnances des tribunaux des affaires familiales.

f. Ingérence arbitraire dans la vie privée, la famille, le foyer et la correspondance

La Constitution et la loi accordent ces droits ; néanmoins, le gouvernement ne les respectait pas dans la pratique, même si, par rapport aux années précédentes, on a moins fait état de ces cas. Les agents de l'État doivent être munis de mandats pour conduire des perquisitions, obtenir l'accord du procureur pour garder toute preuve saisie au cours d'une perquisition et avoir des témoins lors d'une perquisition qui peut être effectuée à n'importe quel moment ; en pratique, cependant, la police se servait parfois de mandats de perquisition générale sans nom ni adresse.

Les forces de sécurité ont placé les conversations téléphoniques privées sur table d'écoute mais l'on ignore l'ampleur de cette pratique. Le gouvernement a admis qu'il écoutait les appels sur téléphones fixes et mobiles. Les autorités surveillaient lettres et colis à la poste pour d'éventuelles activités criminelles et elles auraient, croit-on, surveillé le courrier privé, même si cela n'a pas été prouvé. Des membres du gouvernement auraient continué à se servir d'étudiants comme indicateurs.

Les FN ont continué à utiliser les biens et véhicules confisqués de fonctionnaires et de partisans présumés du président Gbagbo ; les FN ont toutefois libéré certains biens confisqués les années précédentes.

Section 2 Respect des libertés civiles, y compris :

a. Liberté d'expression et liberté de la presse

La Constitution et la loi prévoient la liberté d'expression et de la presse mais, en pratique, le gouvernement a imposé des restrictions sur ces droits. A la suite de la rébellion de 2002, le gouvernement a restreint la liberté de la presse au nom du patriotisme et de l'unité nationale. Les journalistes ont continué de pratiquer l'autocensure par crainte de représailles. Les autorités n'ont pas hésité à punir leurs détracteurs à travers la justice.

Les personnes critiquant le gouvernement ont été exposées à des représailles. Par exemple, le 20 mars, la DST a arrêté et détenu Anaky Kobena, président du Mouvement des forces d'avenir, un petit parti d'opposition, après une interview télévisée au cours

de laquelle il a encouragé les citoyens à suivre l'exemple du récent coup d'Etat qui a eu lieu à Madagascar. La DST l'a accusé de « tentative d'atteinte à la sécurité de l'Etat ». Les autorités l'ont relâché dans les 24 heures suivant son arrestation.

En janvier 2008, le président Gbagbo a nommé un conseil d'administration indépendant de l'organisation assurant l'édition du quotidien officiel du gouvernement, *Fraternité Matin*. *Fraternité Matin*, qui avait le plus grand tirage de tous les quotidiens, critiquait rarement la politique du gouvernement. Il y avait cependant plusieurs journaux privés qui critiquaient fréquemment la politique gouvernementale, le président et le parti au pouvoir. La plupart des journaux étaient politisés et avaient quelquefois recours à des informations inventées de toutes pièces pour diffamer les adversaires politiques.

Les forces de sécurité ont continué à harceler les journalistes. Les membres de la presse au franc parler, en particulier ceux qui travaillaient pour des journaux de partis d'opposition, ont continué à être victimes d'intimidations physiques de la part de groupes alignés sur le FPI, le parti au pouvoir.

Le 4 mars, le journal indépendant *Le Nouveau Réveil* a publié à la une un article intitulé « 4 milliards de l'Etat dans les poches des proches de Gbagbo ». L'article, qui mettait l'accent sur les liens de la première dame Simone Gbagbo avec des accusés de détournements de fonds, a entraîné des menaces de mort proférées contre les éditeurs du journal et la destruction massive de l'édition de ce jour-là par des groupes organisés de jeunes vandales. Aucune mesure n'a été prise contre les groupes de jeunes pro-gouvernementaux qui avaient attaqué, menacé ou harcelé les journalistes.

Le 19 mars, les autorités ont arrêté et mis en prison Nanankoua Gnamanthe, un journaliste travaillant pour le journal d'opposition *Le Nouveau Réveil*, pour avoir publié un article comparant le président Gbagbo et ses proches à « Ali Baba et les 40 voleurs ». Il a été libéré sans chef d'accusation porté contre lui le 31 mars, sur demande d'un tribunal. La publication dans laquelle l'article de Gnamanthe avait été publié s'est cependant vu imposer une amende de 40 millions de francs CFA (environ 80 000 dollars) et a été suspendue pour 8 mois.

En mars, tous les chefs d'accusation retenus contre Denis Kah Zion, éditeur du journal *Le Nouveau Réveil*, et son rédacteur en

chef André Silver Konan, ont été abandonnés. Leur avocat a convaincu un juge de les rejeter car le temps prévu pour les faire comparaître devant un tribunal avait expiré. Les deux journalistes ont été brièvement détenus en 2007 pour « outrage au chef de l'Etat ».

Le gouvernement a aussi harcelé et emprisonné des journalistes étrangers. Le 6 mai, le journaliste indépendant français Jean-Paul Ney, qui avait été arrêté pour atteinte à la sécurité de l'Etat en 2007, a été libéré de prison un jour après une réunion entre Alain Joyandet, Secrétaire d'Etat français à la coopération et à la francophonie et le président Gbagbo.

Les stations de radio privées ne maîtrisaient pas entièrement leur contenu éditorial. Les règles audiovisuelles du pays interdisent la diffusion de tout commentaire politique. Le gouvernement se servait du Conseil national de la communication audiovisuelle (CNCA), contrôlé par le parti au pouvoir, pour surveiller étroitement Radio Nostalgie parce que les principaux actionnaires de la société étaient proches du président du RDR, Alassane Ouattara.

Le gouvernement ne s'est livré à aucune ingérence dans les affaires de la station radio de l'ONUCI, ONUCI-FM, mais tout comme les quelque 121 radios de proximité ou communautaires du pays, les 19 partenaires locaux de cette station ont été assujettis à la réglementation nationale, qui interdit la transmission de messages ayant une relation avec la politique.

Le gouvernement et le parti au pouvoir, le FPI, ont continué d'exercer une influence considérable sur le contenu des programmes télévisés des médias officiels et sur leur couverture de l'actualité. Les chefs de l'opposition se sont fréquemment plaints, au cours de l'année, du fait que la presse officielle n'accordait pas aux émissions de télévision de l'opposition un temps d'antenne égal.

Les médias ont contribué à aggraver les tensions et les journaux appuyés par les partis politiques ont parfois publié des éditoriaux incendiaires. L'Observatoire ivoirien de la liberté de la presse, de l'éthique et de la déontologie et la Commission nationale de la presse, qui veillent à l'application des réglementations en matière de création, de propriété et de liberté de la presse ont régulièrement exhorté les journalistes à faire preuve de retenue.

La loi permet au gouvernement d'initier des poursuites en diffamation au pénal contre des officiels. En outre, l'Etat peut, à sa discrétion ou à la demande du plaignant, criminaliser un dossier de diffamation au civil. La diffamation criminelle était passible d'une peine de trois mois à deux ans de prison.

Antoine Assale Tiemoko, président d'une ONG accusé de diffamation pour avoir publié un document sur la corruption dans le judiciaire, a été remis en liberté en décembre 2008, après avoir fini sa peine d'un an de prison à la MACA.

Les FN diffusent, à partir de Bouaké, leurs propres programmes, dont des émissions de radio et de télévision pouvant être captées dans les villages des environs de cette ville et, selon certains comptes rendus, à Yamoussoukro, la capitale politique. Dans l'ouest du pays, les FN diffusaient leurs programmes à partir d'une station de radio locale de Man. Elles ont continué d'autoriser, dans leurs zones, la diffusion des programmes de radio ou de télévision gouvernementale. En outre, elles autorisaient la distribution dans leur territoire de tous les journaux progouvernementaux et de la quasi-totalité des journaux indépendants.

Le 1^{er} décembre, le CNCA a ordonné la fermeture de stations de radio et de télévision « non autorisées » des FN, déclarant que certaines n'étaient pas légalement autorisées à diffuser des messages. Certaines de ces stations des FN ont choisi d'ignorer cet ordre et fonctionnaient toujours à la fin de l'année.

Aucune mesure n'a été prise à l'encontre des éléments FN qui ont battu, harcelé et tué des journalistes au cours des années précédentes.

Liberté sur Internet

Il n'y a eu aucune restriction imposée par le gouvernement sur l'accès à Internet ni d'indication que le gouvernement surveillait le courrier électronique ou les forums de discussion. Les groupes et les particuliers pouvaient prendre part à l'expression pacifique de leurs points de vue par Internet, y compris par courriel. La population avait accès à Internet dans les cybercafés mais pour la majorité, le coût de l'accès à domicile était prohibitif. Selon les statistiques de 2008 de l'Union internationale des télécommunications, environ 3,21 pour cent de la population se sont servis d'Internet.

Liberté académique et manifestations culturelles

Le gouvernement a imposé des restrictions à la liberté académique. La Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI), le groupe militant estudiantin progouvernemental créé au début des années 1990, a suscité un climat de peur et d'intimidation dans les universités et les établissements secondaires, interrompant régulièrement les cours, forçant les étudiants à assister à des réunions et menaçant les professeurs qui s'ingéraient dans leurs activités. Le gouvernement contrôlait la quasi-totalité des installations scolaires, et un décret présidentiel exigeait une autorisation pour toute réunion dans les campus.

De nombreux intellectuels renommés, actifs dans les milieux politiques de l'opposition, ont gardé leur poste dans les établissements d'enseignement public ; cependant, certains enseignants du primaire, du secondaire et d'université ont laissé entendre qu'ils avaient été mutés (ou craignaient de l'être) à des postes moins désirables à cause de leurs activités politiques. Selon les déclarations de l'Union des étudiants, les forces de sécurité ont continué de se servir d'étudiants comme indicateurs pour surveiller les activités politiques à l'Université d'Abidjan.

La FESCI a continué à attaquer violemment les étudiants et les enseignants durant l'année.

Le 7 janvier, quelque 60 membres de la FESCI ont attaqué des membres de l'Association générale des élèves et étudiants de Côte d'Ivoire, un syndicat étudiant rival, à coups de matraques, de barres de fer et de pierres. Quatre membres de l'association ont été grièvement blessés. Lorsque deux membres du MIDH, un groupe local de défense des droits de l'homme, sont venus enquêter, les étudiants de la FESCI les ont séquestrés et se sont livrés à des voies de fait contre eux avant de les relâcher.

Le 24 avril, un groupe étudiant rival a tué un membre de la FESCI à Daloa. D'autres membres de la FESCI ont organisé des manifestations violentes en représailles et érigé des barricades, ce qui a contraint la fermeture d'écoles de la région pendant trois jours.

Au mois de décembre, des factions rivales de la FESCI se sont affrontées dans plusieurs villes à la suite d'une élection controversée à la suite de laquelle Augustin Mian, secrétaire

général de la FESCI a été réélu pour un second mandat. Selon des rapports dignes de foi, les deux factions ont tenté d'intimider des étudiants pour qu'ils leur apportent leur soutien.

En mai 2008, l'ONG internationale Human Rights Watch a présenté un rapport intitulé « *La meilleure école : La violence estudiantine, l'impunité et la crise en Côte d'Ivoire* », qui documentait de nombreux cas de violence, d'extorsion, de racket, de torture, d'exécutions sommaires et de viols perpétrés en toute impunité par des membres de la FESCI. Aucune mesure n'a été prise à l'encontre des membres de la FESCI responsables d'incidents violents signalés au cours des années précédentes.

b. Liberté de réunion et d'association pacifiques

Liberté de réunion

La loi prévoit la liberté de réunion ; cependant, le gouvernement a parfois limité ce droit en pratique. Les groupes qui désiraient organiser des manifestations ou des rassemblements dans des stades ou dans d'autres espaces fermés étaient tenus par la loi de présenter par écrit un avis de leur intention au ministère de la Sécurité ou de l'Intérieur trois jours avant l'activité en question. Aucune loi n'autorise explicitement l'État à interdire des réunions ou manifestations publiques pour lesquelles un préavis a été dûment présenté, mais le gouvernement a interdit certaines manifestations considérées comme étant préjudiciables à l'ordre public. Même si une autorisation était accordée pour une activité précise, le gouvernement pouvait ultérieurement la révoquer. En 2006, le président Gbagbo a renouvelé une interdiction portant sur toutes les formes de manifestations publiques en plein air à Abidjan. L'interdiction n'avait pas encore été levée à la fin de l'année.

La police a parfois eu recours à la force pour disperser des manifestations antigouvernementales, ce qui a causé des blessures. Il n'y a eu aucun développement sur les cas, datant des années précédentes, où la police avait fait usage de la force pour disperser des manifestants.

Liberté d'association

La loi prévoit la liberté d'association et le gouvernement a, dans l'ensemble, respecté ce droit. Cependant, la loi interdit la création de partis politiques sur des critères ethniques ou

religieux, qui sont tous les deux des facteurs majeurs dans la composition de certains partis.

c. Liberté de religion

La loi et la Constitution prévoient la liberté de religion et le gouvernement a, dans l'ensemble, respecté ce droit. Même si le conflit politique dans le pays avait des racines ethniques plutôt que religieuses, les affiliations politiques et religieuses avaient tendance à suivre les clivages ethniques. Ainsi, l'affiliation religieuse était un signe important de l'alliance politique. Il n'y a aucune religion officielle. Cependant, pour des raisons historiques, les hauts fonctionnaires ont favorisé officieusement le christianisme, notamment l'église catholique. Par exemple, les écoles catholiques bénéficient de subventions publiques.

Certains musulmans estimaient que leur appartenance religieuse ou ethnique ont fait d'eux l'objet de discrimination de la part des pouvoirs publics en matière d'emploi et de renouvellement de leurs pièces d'identité. Étant donné que les musulmans du Nord portaient les mêmes noms, s'habillaient de la même manière et avaient les mêmes coutumes que les ressortissants de plusieurs pays voisins à majorité musulmane, ils étaient souvent accusés, à tort, de tenter de se procurer illicitement des cartes d'identité nationale pour voter ou profiter d'une autre manière de la nationalité.

La loi exige l'inscription des groupes religieux souhaitant fonctionner dans le pays. L'inscription était, cependant, une formalité approuvée de façon routinière.

Abus et discrimination sociétaux

La discrimination par la société à l'encontre des musulmans et des croyances religieuses autochtones s'est poursuivie. D'autres groupes, et notamment les chrétiens évangéliques, se sont plaints de ce que les officiels locaux faisaient preuve de discrimination à leur encontre et faisaient preuve d'hostilité confessionnelle. La crise politique en cours a provoqué certaines divisions le long des lignes religieuses.

La communauté juive du pays comptait moins de 100 personnes. Il n'a pas été signalé d'actes antisémitiques.

Pour de plus amples détails, voir le *Rapport international 2009 sur la liberté de religion* à l'adresse www.state.gov/g/drl/rls/irf.

- d. Liberté de circulation, personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, protection des réfugiés et personnes apatrides

La Constitution et la loi ne prévoient pas explicitement des droits en matière de liberté de circulation, de voyage à l'étranger, d'émigration ou de rapatriement et le gouvernement a limité, au cours de l'année, la liberté de circulation.

Le gouvernement a coopéré avec le Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) et d'autres organisations humanitaires pour assurer protection et assistance aux personnes déplacées, aux réfugiés, aux réfugiés rapatriés, aux demandeurs d'asile, aux personnes apatrides et autres personnes faisant l'objet de préoccupations.

Il y avait souvent des restrictions sur les déplacements à l'intérieur du pays. Un couvre-feu est resté en vigueur ; il interdisait aux citoyens d'entrer ou de sortir des limites de Yamoussoukro et d'Abidjan entre minuit et 5 heures du matin. Les forces de sécurité, les comités civils locaux d'« autodéfense » ainsi que les agents des Eaux et forêts et de la douane érigeaient et administraient souvent des barrages routiers sur les grands axes où ils extorquaient régulièrement de l'argent aux voyageurs.

Les personnes vivant en territoire contrôlé par les FN ont continué de subir des harcèlements et des actes d'extorsion lorsqu'elles se déplaçaient d'une ville à l'autre, et qu'elles quittaient ou pénétraient la région du sud, contrôlée par les forces du gouvernement.

Au mois de février, des habitants d'Agbangnassou se sont plaints au bureau des Droits de l'homme de l'ONUCI de ce que les soldats des FN exigeaient des « droits de traversée » allant de 2 000 à 4 000 francs CFA (environ 4 à 8 dollars) pour aller à Bouaké et en revenir. Selon les villageois, ces droits empêchaient les femmes enceintes et autres personnes vulnérables de se déplacer pour obtenir des soins médicaux.

Les forces de sécurité s'en prenaient également aux habitants du nord qui essayaient d'accéder à la zone contrôlée par le gouvernement. Les frais pour voyager soi-même et traverser de

nombreux barrages ou payer un coursier pour le faire à sa place étaient élevés. Des agents de l'Etat ont déclaré que des personnes du nord faisant le trajet aller-retour de Bouaké et d'autres villes à Yamoussoukro pour percevoir leur salaire payaient entre 20 000 et 30 000 Francs CFA (40 et 60 dollars). Un passeur de fonds ou un service bancaire informel coûtait soit 5 000 francs CFA (10 dollars) soit un pourcentage fixe de la somme virée.

À la fin de 2008, environ 70 % des banques privées et des services financiers publics avaient rouvert leurs portes dans le nord, éliminant ainsi la nécessité pour de nombreux employés et retraités de se rendre à Bouaké pour y réaliser des opérations bancaires. Dans la région ouest, la situation n'a pas changé : les banques privées et les services financiers publics n'avaient pas encore repris leurs activités.

La loi interdit explicitement l'exil forcé et aucune personne n'a été exilée de force au cours de l'année.

Personnes déplacées à l'intérieur de leur pays

Depuis la signature de l'APO en 2007, les progrès importants réalisés vers la paix ont favorisé le retour chez elles, spontané et avec une assistance, de personnes déplacées. A dater du mois de novembre, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies estimait que 88 986 déplacés étaient de retour dans leurs villages de l'ouest, mais que 31 000 personnes vivaient encore avec des familles d'accueil et qu'elles avaient encore besoin d'assistance.

Les forces pro-gouvernementales et rebelles n'ont généralement pas ciblé les civils durant la crise, mais le conflit ethnique et les combats ont obligé de nombreuses personnes à fuir les zones de conflit, alors que d'autres se sont senties mal à l'aise de vivre du côté où elles se trouvaient à l'origine dans le pays divisé. Les barrages routiers et les postes de péage ont rendu difficile les déplacements des civils dans tout le pays. Les personnes déplacées ont continué à constituer un lourd fardeau pour les communautés d'accueil, en raison, en partie de la prolongation de la crise.

L'aide gouvernementale, notamment au nord et à l'ouest, où les fonctionnaires et les infrastructures ne sont que partiellement en place, ne répondait pas aux besoins de ces personnes. Les ONG locales et internationales œuvraient pour combler le vide.

Le ministère des Affaires étrangères et le ministère de la Solidarité et des victimes de guerre ont collaboré étroitement avec les institutions des Nations Unies sur la question des personnes déplacées afin de s'assurer que les plans nationaux de réinstallation des déplacés étaient conformes aux recommandations des Nations Unies en la matière.

Au cours de l'année, les agences onusiennes et les autorités locales ont continué de faciliter le retour, à petite échelle, de personnes déplacées vers plusieurs localités dans l'ouest du pays. Au mois de décembre, l'Organisation internationale pour les migrations estimait que 200 déplacés, dont la majorité était d'origine burkinabé, demeuraient toujours dans le Centre d'accueil temporaire des déplacés de Guiglo, malgré sa fermeture en juillet 2008. Le gouvernement n'avait toujours pas abordé cette situation à la fin de l'année.

Même s'ils étaient de bien moindre envergure par rapport aux années précédentes, les nouveaux déplacements de populations continuaient régulièrement dans la région occidentale, notamment dans le secteur de Guiglo et l'ancienne zone de confiance.

Protection des réfugiés

La Constitution et la loi prévoient l'octroi de l'asile ou du statut de réfugié en vertu de la Convention des Nations Unies de 1951 relative au statut des réfugiés et son protocole de 1967. Le gouvernement a établi un système pour assurer la protection des réfugiés. La Côte d'Ivoire est signataire de la Convention de 1969 de l'Organisation de l'unité africaine régissant les aspects spécifiques des problèmes de réfugiés en Afrique ; la loi prévoit l'octroi de l'asile en vertu de cette convention.

En pratique, le gouvernement a accordé une protection contre l'expulsion ou le retour des réfugiés dans un pays où leur vie ou leur liberté serait mise en danger en raison de leur race, religion, nationalité, appartenance à un groupe social particulier ou de leurs opinions politiques. Le gouvernement a accordé le statut de réfugié et l'asile. Il a également assuré une protection temporaire aux personnes pouvant ne pas être qualifiées de réfugiés au titre de la Convention de 1951 ou du Protocole de 1967.

Parfois, certains agents de sécurité ne reconnaissaient pas la validité des pièces d'identité délivrées aux réfugiés par le gouvernement ou le HCR. Par rapport aux années précédentes, on a moins fait état de cas où les forces de sécurité auraient

détruit les pièces d'identité des réfugiés, les auraient arbitrairement détenus, leur auraient lancé des injures et les auraient battus aux postes de contrôle.

La majorité des réfugiés se trouvant dans le pays proviennent du Liberia. Les Libériens entrés dans le pays avant l'accord de paix de 2003 au Liberia ont bénéficié du principe d'appartenance au groupe et ont reçu des cartes temporaires de réfugiés. Ceux qui sont entrés dans le pays après l'accord de paix n'ont pas reçu de cartes temporaires. Dans certains cas, des demandeurs d'asile à qui le statut de réfugié n'a pas été accordé par le gouvernement ont obtenu du HCR des certificats de réfugiés. La loi sur les cartes d'identité comprend une disposition qui permet de délivrer des cartes d'identité à des non-Libériens âgés de plus de 14 ans et dont le statut de réfugié a été accordé par la Commission nationale d'éligibilité.

Le gouvernement a facilité l'insertion sociale de réfugiés dans les situations les plus extrêmes en délivrant des permis de résidence à tous les réfugiés de plus de 14 ans afin de leur permettre de se déplacer librement dans le pays. L'Office national de l'identification, en collaboration avec le HCR et le Service ivoirien d'aide et d'assistance aux réfugiés et apatrides, a continué de fournir des cartes d'identité de réfugiés aux réfugiés libériens sans papiers, ce qui a permis à ces derniers de résider légalement et de travailler dans le pays durant la durée de validité de leur statut de réfugié. Les réfugiés avaient également la possibilité de se faire naturaliser.

Le gouvernement a continué d'aider les réfugiés à rentrer chez eux volontairement et dans la sécurité. Au 30 juin, le HCR a constaté que 24 256 réfugiés libériens et 555 réfugiés d'autres pays demeuraient dans le pays.

Personnes apatrides

Par défaut de données fiables, le nombre d'apatrides dans le pays n'était pas connu mais il est estimé à plusieurs milliers. La nationalité s'acquiert par les parents et non par la naissance sur le territoire national et l'inscription des naissances à l'état civil n'était pas généralisée. Le pays avait des résidents de longue date qui étaient, légalement ou de fait, apatrides et le gouvernement n'avait pas effectivement mis en œuvre des lois et orientations pour donner à de telles personnes la possibilité d'obtenir la nationalité sur une base non discriminatoire. Durant l'année, le HCR a continué de collaborer

avec les ministères de la Justice et de l'Intérieur pour sensibiliser l'opinion sur l'apatridie.

Section 3 Respect des droits politiques : droit des citoyens de changer leur gouvernement

La Constitution et la loi accordent aux citoyens le droit de changer de gouvernement pacifiquement, par voie démocratique. Toutefois, les citoyens ont été empêchés d'exercer ce droit dans la pratique. A la fin de l'année, le président Gbagbo et les membres de l'Assemblée nationale restaient en fonctions malgré l'expiration de leur mandat en 2005.

Elections et participation politique

Après une réunion tenue les 3 et 4 décembre, le Cadre permanent de consultation (CPC) de l'APO a officiellement annoncé le report des élections présidentielles qui avaient été prévues pour le 29 novembre. Selon le CPC, il fallait davantage de temps pour corriger les irrégularités du registre électoral provisoire et distribuer les cartes d'identité et d'électeurs. Aucune nouvelle date n'a été annoncée pour les élections et les personnes ayant pris part au processus d'identification et d'inscription sur les listes électorales attendaient à la fin de l'année la distribution de leurs cartes d'identité et d'électeurs.

Le pays a pris plusieurs mesures vers la réconciliation durant l'année. Le processus d'identification et d'inscription des électeurs, qui avait débuté en septembre 2008 et devait initialement durer 45 jours, a pris fin le 30 juin. Plus de 6,5 millions de personnes y ont pris part. Avec les données collectées durant ce processus, la CEI a préparé un registre électoral provisoire, qu'il a affiché pour une consultation nationale le 22 novembre. Le lendemain, les CEI locales ont commencé à s'occuper des contestations à ce registre. Le temps de contestation devait prendre fin au mois de décembre, mais ce processus était toujours en cours à la fin de l'année.

En 2007, après plusieurs échecs à conclure un accord politique, le président Gbagbo et le chef des rebelles FN, Guillaume Soro, ont signé l'APO qui établit un gouvernement de transition dont M. Soro est le Premier ministre et prévoit la tenue d'élections présidentielles en 2008.

Les élections présidentielles de 2000 qui ont porté Laurent Gbagbo au pouvoir ont fait suite à plusieurs reports et une

décision controversée de la Cour suprême qui a disqualifié 14 des 19 candidats, y compris le dirigeant du RDR M. Ouattara et l'ancien président Konan Bédié, président du PDCI. Du fait des arrêts de la Cour suprême, la quasi-totalité des observateurs internationaux ont refusé d'observer les élections. Lorsque les résultats préliminaires ont donné une marge significative à M. Gbagbo, un responsable de la Commission nationale des élections (CNE) a annoncé la dissolution de la CNE et déclaré la victoire du général Guei avec 56 % des voix. Des manifestations colossales organisées par les partisans de M. Gbagbo ont éclaté, causant de nombreux morts et blessés. Le lendemain, la radio et la télévision nationales ont annoncé que le général Guei avait démissionné et que Laurent Gbagbo avait assumé la présidence.

En 2000, les élections à l'Assemblée nationale ont été entachées de violence et d'irrégularités et marquées par une très faible participation. En outre, les élections n'ont pas pu se tenir dans 26 circonscriptions du nord parce que les militants du RDR perturbaient les bureaux de vote, brûlaient les bulletins et menaçaient la sécurité des agents électoraux. A l'issue des élections législatives partielles de 2001, 223 des 225 sièges de l'Assemblée ont été pourvus.

Les femmes occupaient 19 des 225 sièges de la dernière Assemblée nationale élue, dont le mandat expirait fin 2005. Le premier vice-président de l'Assemblée était une femme. Les femmes occupaient quatre des 33 postes ministériels du gouvernement du Premier ministre Soro. Parmi les 41 juges de la Cour suprême, quatre étaient des femmes. Henriette Dagri Diabaté occupait le deuxième poste le plus important du RDR, celui de secrétaire générale.

Section 4 Corruption dans la fonction publique et transparence de l'administration

La loi prévoit des sanctions pénales dans les cas de corruption dans la fonction publique ; cependant, les pouvoirs publics ne l'appliquant pas efficacement, la corruption est fréquente et s'exerce en toute impunité. La corruption avait une plus grande incidence sur les procédures judiciaires, la passation des marchés, les questions douanières et fiscales ainsi que sur le devoir des forces de sécurité de rendre des comptes (voir également la section 1.e.).

Les 23 officiels de l'industrie du cacao et du café arrêtés en juin 2008 pour détournement de fonds portant sur 100 milliards de francs CFA (200 millions de dollars) étaient toujours à la

MACA à la fin de l'année en attente de leur procès. Au mois de septembre, quatre de ces officiels ont officiellement déposé plainte contre le gouvernement auprès de la cour de justice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, au Nigeria, pour violation de leur droit à un procès équitable et de leurs libertés civiles. Leur affaire était toujours en instance à la fin de l'année.

Section 5 Attitude du gouvernement concernant les enquêtes des organismes internationaux et non gouvernementaux sur des allégations de violation des droits de l'homme

Un certain nombre de groupes nationaux et internationaux de défense des droits de l'homme, y compris la Ligue ivoirienne des droits de l'homme (LIDHO) et le Mouvement ivoirien des droits humains (MIDH) ont, dans l'ensemble, fonctionné sans aucune restriction des pouvoirs publics, menant des enquêtes et publiant leurs conclusions sur des affaires de droits de l'homme. Dans une certaine mesure, les hauts responsables de l'État ont fait preuve de coopération à leur égard et pris en compte leurs points de vue. Le gouvernement a eu de temps en temps des rencontres avec ces organisations.

Au cours de l'année, l'ONUCI, la LIDHO, le MIDH, l'Action pour la défense des droits de l'homme (APDH) et d'autres organisations indépendantes de défense des droits de l'homme ont recueilli preuves et témoignages, publié des articles dans les quotidiens locaux indépendants et critiqué les forces gouvernementales de sécurité.

La FESCI a continué de menacer et harceler des groupes de défense des droits de l'homme mais le gouvernement n'a pris aucune mesure contre ce groupe étudiant en ce qui a trait à la destruction du siège de la LIDHO et de l'APDH en mai 2007. Aucune affaire n'a été ouverte contre les auteurs de menaces et de harcèlement de membres d'organisations de défense des droits de l'homme lors des années précédentes.

Au cours de l'année, le gouvernement permettait régulièrement au Programme alimentaire mondial, au CICR et à d'autres organisations internationales de mener des opérations humanitaires. Onze agences onusiennes, dont l'Organisation internationale du travail et l'Organisation mondiale de la Santé avaient une présence permanente et active dans le pays pendant toute l'année. Il n'y a eu aucun rapport signalant que le gouvernement limitait leur accès à des zones jugées sensibles ou bien dénigrait leur travail.

Section 6 Discrimination, abus sociétaux et traite de personnes

La loi interdit toute discrimination fondée sur la race, l'appartenance ethnique, le pays d'origine, le sexe ou la religion ; cependant, le gouvernement n'a pas effectivement fait appliquer la loi.

Condition de la femme

La loi interdit le viol et prévoit des peines de prison allant de 5 à 20 ans. Dans la pratique cependant, le gouvernement n'a pas fait appliquer cette loi et le viol a constitué un problème important. La loi ne pénalise pas de façon explicite le viol conjugal. La quasi-totalité des plaintes visaient les auteurs de viol de mineurs. La réclusion criminelle à perpétuité peut s'appliquer dans les cas de viols en bande si les violeurs ont des liens de parenté avec la victime ou exercent une certaine autorité sur elle ou alors si la victime a moins de 15 ans. Depuis 2007, par exemple, le tribunal d'Abidjan a été saisi d'une moyenne de 16 cas de viols d'enfants par mois.

Les groupes de promotion de la condition féminine ont continué de protester contre l'indifférence des autorités envers les femmes victimes de violence, dont le viol. Vis-à-vis des femmes qui dénonçaient des actes de viol et de violence domestique, la police fermait souvent les yeux. Les femmes victimes se laissaient souvent persuader par leurs parents et la police qu'il fallait chercher un règlement à l'amiable avec le violeur plutôt que de le poursuivre en justice. Le ministère de la Famille et des Affaires sociales a tenté d'obtenir justice au nom des victimes de viol, mais les familles ont souvent préféré un règlement à l'amiable. Durant l'année, 12 personnes ont été officiellement jugées coupables de viol et condamnées.

Dans l'ouest du pays, on a encore signalé de cas de bandits de grand chemin inconnus qui commettaient des viols et d'autres agressions de nature sexuelle contre des femmes, en particulier sur la route de Duékoué à Bangolo, de Man à Biankouma et de Man à Toulepleu.

Le 12 janvier, un groupe d'hommes inconnus armés de Kalashnikovs ont attaqué des personnes sur la route de Duékoué à Bangolo. Ils ont violé deux femmes et blessé un cycliste avant de s'enfuir.

Le 3 juin, trois anciens membres d'une milice sont entrés par effraction dans un domicile, ont violé trois femmes et blessé un homme avec une machette avant de voler 140 000 francs CFA (280 dollars) et des affaires personnelles. L'enquête se poursuivait à la fin de l'année.

La loi n'interdit pas précisément la violence familiale qui est demeurée un problème grave et étendu dans tout le pays. Toutefois, elle prévoit des peines de prison allant de 1 à 20 ans pour les agressions, en fonction de la gravité du délit. Les mesures du gouvernement pour contrecarrer la violence familiale sont demeurées minimales cependant, en partie parce que les tribunaux et la police considéraient que ce problème devait être réglé au sein de la famille, à moins que de graves blessures ne soient infligées à la victime ou qu'elle ne dépose une plainte, ce qui, en l'occurrence, suffisait pour initier des poursuites au pénal. Les parents de la victime eux-mêmes l'exhortaient souvent à retirer la plainte à cause des conséquences de nature sociale que subirait la famille.

Au cours de l'année, le ministère de la Famille et des Affaires sociales a continué de fournir une aide limitée aux victimes de violence familiale et de viol. Entre autres formes d'assistance, le ministère a fourni aux centres d'accueil administrés par l'État des ordinateurs, des imprimantes et d'autres équipements pour conserver les dossiers et rendu visite à quelques victimes dans leurs foyers pour tenter de réconcilier des couples en difficulté et soustraire du foyer les employés domestiques victimes de sévices sexuels.

Le Comité national de lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (CNLV) ne disposait pas d'un abri ou d'un numéro vert pour protéger les femmes victimes de sévices ; ses membres donnaient le numéro de leurs téléphones portables personnels durant des émissions de radio hebdomadaires. Le comité surveillait également les cas de maltraitance par des visites fréquentes dans les foyers. Les jeunes filles qui avaient peur d'être victimes de maltraitance, de MGF ou de mariage forcé pouvaient faire appel au comité. Le comité a souvent mis un terme aux sévices en menaçant de poursuites judiciaires les parents ou maris coupables.

Le gouvernement a continué à organiser des séminaires de sensibilisation sur la violence sexuelle à l'intention des personnels du judiciaire et des services de sécurité. Grâce à ces séminaires, certaines forces de sécurité auraient changé de comportement pour donner aux victimes plus d'intimité et les

tribunaux ont commencé d'enregistrer en privé le témoignage des mineurs victimes de viol. Les juges ont également fourni davantage de statistiques et de renseignements sur les cas de viol pour permettre au CNLV d'effectuer un suivi auprès des victimes.

D'autres cas de violence sociétale à l'encontre des femmes comprenaient la MGF, les décès pour cause de dot, le lévirat (le fait de contraindre une veuve à épouser le frère de son mari décédé) et le sororat (le fait de contraindre une femme à épouser le mari de sa sœur décédée).

La prostitution est légale entre adultes consentants, en privé, et la pratique semblait plus courante à cause de la détérioration de la situation économique. Le racolage et le proxénétisme sont illégaux. Il a été signalé, de source crédible, que la police exigeait des pots-de-vin ou des faveurs de nature sexuelle pour fermer les yeux sur les actes de prostitution.

La loi interdit le harcèlement sexuel et prévoit des peines allant de un à trois ans de prison et une amende de 360 000 à un million de francs CFA (720 à 2 000 dollars). Le gouvernement l'a cependant rarement appliquée, de sorte qu'il a été répandu et généralement accepté comme faisant partie de la culture.

Les couples et les personnes individuelles ont le droit de décider du nombre, de l'espacement et du moment de la naissance de leurs enfants et de disposer des informations et des moyens de le faire sans discrimination, coercition et violence. Les femmes des zones urbaines pouvant se le permettre ont eu accès à une forme de contraception, à un suivi qualifié pendant l'accouchement, y compris des soins obstétricaux et de post-partum essentiels. Les femmes enceintes diagnostiquées comme ayant des infections sexuellement transmissibles, dont le VIH, ont été traitées.

Selon le rapport sur la stratégie de réduction de la pauvreté publié par le ministère du Plan et du développement au mois de mai, 12 pour cent des pauvres n'avaient pas accès à un centre de santé et 26 pour cent n'avait pas accès à un hôpital général où ils pouvaient obtenir des informations et des soins de santé compétents. Les frais de transport et relatifs aux services ont constitué un obstacle important pour certaines femmes voulant avoir accès aux centres de santé et aux hôpitaux. Toujours selon ce rapport, 54 pour cent des pauvres devaient se rendre à pied à un centre de santé et 14 pour cent à un hôpital général. Qui

plus est, des menaces, ou ce qui était perçu comme en étant, de violence de la part de maris ou de membres de la famille ont aussi été un facteur empêchant certaines femmes d'avoir accès aux services de planification familiale offerts dans les centres de santé.

Un rapport conjoint de la LIDHO et du Comité international de secours publié au mois de mars a noté que les barrages routiers érigés par la police empêchaient parfois les femmes enceintes d'accoucher dans des centres de santé, ce qui a fait que des femmes ont accouché chez elles, sans assistance professionnelle. Le rapport a aussi mentionné que certains professionnels de centres de santé avaient escroqué des femmes enceintes en prétendant fournir des services qui ne l'ont jamais été.

La loi interdit toute discrimination fondée sur le sexe ; cependant, les femmes ont été victimes de discrimination économique dans l'accès à l'emploi et au crédit et lorsqu'elles voulaient devenir propriétaires ou gérantes de commerce. Elles occupaient un rôle subalterne dans la société. Le gouvernement encourage officiellement la pleine participation des femmes à la vie sociale et économique ; cependant, les employeurs du secteur formel opposent une résistance considérable à l'embauche des femmes, qui sont considérées comme étant moins fiables en raison du risque de grossesse. En outre, certaines femmes ont connu des difficultés pour obtenir des prêts parce qu'elles ne pouvaient pas remplir les conditions d'emprunt établies par les banques telles que la possession de titres de propriété foncière et l'exploitation lucrative de terres.

Des ONG ont supervisé la création de coopératives économiques ayant pour mission de donner aux femmes pauvres accès à de petits prêts de l'Etat ou d'établissements privés de micro-financement. Dans le secteur formel, les femmes percevaient en général un salaire égal à celui des hommes ; toutefois, étant donné que le code fiscal ne reconnaît pas les femmes comme chefs de famille, celles-ci doivent payer l'impôt sur le revenu à un taux plus élevé que celui de leurs homologues masculins. Les organisations féminines continuaient de mener une campagne pour une réforme fiscale qui permettrait aux femmes célibataires dont les enfants ont été reconnus par leurs pères de bénéficier de retenues à la source pour leurs enfants. La loi sur la succession était également discriminatoire envers les femmes.

Les organisations de défense des femmes ont continué de parrainer des campagnes contre le mariage forcé, le mariage des mineures, des pratiques relatives à la succession excluant les

femmes et d'autres usages considérés comme étant néfastes pour les femmes et les filles. La polygynie, par exemple, est illégale, bien qu'elle demeure une pratique culturelle courante. Les organisations féminines ont également mené une campagne contre certaines dispositions de la loi qui étaient discriminatoires envers les femmes. La Coalition des femmes leaders et le ministère de la Famille et des Affaires sociales ont poursuivi leurs efforts visant à encourager les femmes à participer davantage aux prises de décisions politiques et à se présenter comme candidates aux élections législatives et municipales

Enfants

La citoyenneté dépend des parents : au moins un parent doit être citoyen pour qu'un enfant puisse être considéré comme étant Ivoirien de naissance. La loi accorde aux parents un délai de trois mois pour déclarer la naissance de leur enfant à l'état civil moyennant un droit d'environ 500 francs CFA (1 dollar). Le gouvernement a enregistré toutes les naissances, à condition toutefois que les parents fournissent des pièces délivrées par une clinique ou un hôpital attestant de la naissance, mais les personnes dépourvues des pièces voulues n'ont pas pu procéder à la déclaration. Le gouvernement n'a pas refusé de services publics, comme l'éducation ou les soins de santé aux enfants sans papiers, mais certaines écoles ont exigé que les parents présentent les pièces d'identité de leurs enfants avant qu'ils puissent être inscrits.

L'éducation primaire n'était pas obligatoire et se terminait généralement lorsque les enfants atteignaient l'âge de 13 ans ; elle était, en revanche, gratuite. En principe, les élèves ne devaient pas prendre en charge l'achat des livres ou les frais de scolarité ; cependant, certains d'entre eux le faisaient ou louaient des livres dans les librairies de rue puisque l'État ne payait pas les frais de scolarité et les livres pour chaque étudiant. Les élèves qui échouaient à l'examen d'entrée en sixième ne pouvaient pas bénéficier de l'éducation secondaire gratuite et beaucoup de familles ne pouvaient pas se permettre les frais de scolarité.

La préférence des parents pour une scolarisation des garçons plutôt que des filles a persisté, surtout en milieu rural.

Les enseignants exigeaient parfois des écoliers des faveurs sexuelles en contrepartie d'argent ou de bonnes notes. Le viol, au sens de la loi, commis sur la personne d'un mineur ou la

tentative de viol d'un enfant âgé de moins de 16 ans était puni d'une peine d'emprisonnement allant d'un an à trois ans et d'une amende de 100 000 à 1 000 000 de francs CFA (200 à 2 000 dollars).

Les enfants ont été victimes de violences et d'abus physiques et sexuels. Ceux qui ont été accusés de sorcellerie ont été confiés à des religieux qui ont parfois eu recours à la violence pour les exorciser. Bien que les ministères de la Famille, du Travail et de la Justice aient œuvré pour lutter contre le mauvais traitement des enfants, leurs efforts ont été entravés par un manque de coordination entre eux et des ressources inadéquates.

Les MGF représentent un sérieux problème. La loi interdit explicitement les MGF et prévoit, à l'endroit des personnes se livrant à cette pratique, des peines de prison qui peuvent aller jusqu'à cinq ans et des amendes d'environ 360 000 à 2 000 000 de francs CFA (720 à 4 000 dollars). Ces sanctions sont doublées quand il s'agit de praticiens médicaux. On estime que 60% des femmes ont subi cette procédure. La pratique de la MGF était plus courante parmi les populations rurales du nord et de l'ouest et, dans une moindre mesure, au centre et au sud. La MGF était généralement pratiquée sur les filles, avant ou à l'âge de la puberté, comme un rite de passage. Des ONG locales ont continué de mener des programmes de sensibilisation pour prévenir les MGF et ont œuvré pour persuader les praticiens de MGF de mettre fin à cette pratique. Aucune arrestation n'a été effectuée durant l'année pour des cas de MGF.

La loi interdit le mariage des hommes de moins de 20 ans, des femmes de moins de 18 ans et des personnes de moins de 21 ans sans le consentement parental. Elle pénalise spécifiquement quiconque oblige un mineur de moins de 18 ans à contracter une union matrimoniale religieuse ou coutumière. Cependant, dans les milieux conservateurs, notamment ceux du nord, des mariages traditionnels sont couramment organisés, les mariées étant parfois des fillettes âgées de 14 ans à peine.

Les enfants se sont prostitués pour survivre, sans intervention de tiers, mais l'ampleur de ce problème est inconnue. Aux termes de la loi, utiliser, recruter ou offrir des enfants aux fins de prostitution, ou pour des films, des photographiques ou des événements pornographiques est illégal et les contrevenants peuvent se voir condamner à des peines allant d'un mois à deux ans de prison et à des amendes allant de 30 000 à 300 000 francs CFA (entre 66 et 660 dollars). Le viol, au sens de la loi, d'un

enfant est passible d'un à trois ans de prison et d'une amende de 360 000 à 1 million de francs CFA (790 à 2 200 dollars).

Durant l'année, il n'y a eu aucune indication selon laquelle les milices progouvernementales et les forces rebelles recrutaient des enfants et s'en servaient comme soldats, volontairement ou par la force. En 2007, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour les enfants dans les conflits armés a retiré les noms de quatre milices progouvernementales et des FN de la liste figurant en annexe au rapport du Secrétaire général sur les enfants dans les conflits armés.

Des milliers d'enfants vivaient dans les rues. Les ONG se consacrant à aider les enfants des rues ont elles-mêmes connu des difficultés pour estimer l'ampleur du problème et déterminer si ces enfants avaient accès ou non aux services publics.

Traite des personnes

La Constitution et la loi n'interdisent pas la traite des personnes et malgré les efforts faits par le gouvernement pour la combattre, elle est demeurée un problème. Aucune étude nationale n'a été effectuée sur ce phénomène et l'étendue du problème est inconnue. Il n'y a pas eu d'estimations fiables du nombre d'enfants interceptés ou rapatriés pendant l'année.

Le pays était un point d'origine et de destination de la traite de femmes et d'enfants et la traite interne a aussi constitué un problème grave. Les femmes et les enfants étaient victimes d'un trafic en provenance du Nigeria, du Niger, du Mali, du Burkina Faso, du Ghana, du Togo, du Bénin, de Guinée-Bissau et de la Mauritanie aux fins d'exploitation sexuelle et de servitude forcée dans les milieux commerciaux et agricoles ainsi que chez des particuliers. Femmes et enfants étaient également victimes d'une traite qui les menait de la Côte d'Ivoire vers d'autres pays d'Afrique, d'Europe et du Moyen Orient pour être exploités à des fins sexuelles et travailler comme ouvriers agricoles ou domestiques.

Les secteurs informels du travail n'étaient pas régis par les lois du travail en vigueur ; par conséquent, les domestiques, la plupart des ouvriers agricoles non industriels et ceux qui travaillaient dans les nombreux restaurants et boutiques de rue n'étaient pas protégés par les mécanismes officiels de l'État. Par conséquent, la traite, à l'intérieur du pays, de filles âgées de 9 à 15 ans pour les faire travailler comme domestiques à Abidjan et ailleurs dans le sud plus prospère continuait

d'être un problème. Les trafiquants d'enfants du pays avaient souvent des liens de parenté ou d'amitié avec les parents des victimes. Les trafiquants promettaient parfois aux parents que leurs enfants allaient apprendre un métier mais souvent, ces derniers se retrouvaient dans les rues comme vendeurs ou dans des résidences comme domestiques.

A cause de la crise économique, de nombreux parents autorisaient une telle exploitation de leurs enfants pour alléger le fardeau financier de la famille. Étant donné que les forces de sécurité étaient entraînées pour rechercher des enfants victimes de traite dans les autocars, les trafiquants ont adapté continuellement leurs méthodes en déplaçant par exemple un petit groupe d'enfants à la fois à bicyclette ou par train ou à pied plutôt que de faire venir des groupes considérables d'enfants dans le pays par autocar.

Des réseaux organisés de trafiquants promettaient aux femmes et jeunes filles nigérianes des emplois dans des restaurants ou des salons de beauté d'Abidjan ; cependant, beaucoup de ces victimes étaient contraintes de travailler dans des maisons closes.

Des enfants victimes de la traite arrivaient de pays voisins pour travailler dans le secteur informel moyennant une commission versée au trafiquant. Par ailleurs, ces enfants ont fait l'objet d'un trafic international ou national pour travailler à plein temps ou à temps partiel dans le secteur agricole.

Les trafiquants peuvent être poursuivis en vertu des lois interdisant les enlèvements, le travail forcé et la maltraitance ; il y a eu, cependant, une application minimale de ces lois dans les territoires contrôlés par le gouvernement et les trafiquants ont été rarement poursuivis.

Le gouvernement a coopéré dans le cadre des enquêtes internationales en matière de traite des personnes.

Le Comité national de lutte contre la traite et l'exploitation des enfants, qui comprend des représentants de nombreux ministères, de plusieurs organisations nationales et internationales et d'ONG, est chargé de coordonner la mise en œuvre par le gouvernement de l'accord de coopération multilatéral, mais il ne s'est pas réuni durant l'année. Le gouvernement a continué à organiser des campagnes de sensibilisation visant à éduquer les autorités locales, les

chefs communautaires et les membres des 38 comités de surveillance villageois établis en 2007 et 2008 dans le cadre du système de surveillance de la traite des enfants.

Le rapport annuel du Département d'Etat sur la traite des personnes peut être consulté sur le site www.state.gov/g/tip.

Persomes handicapées

La loi exige du gouvernement qu'il assure l'éducation et la formation de personnes atteintes d'infirmités physique, mentale, visuelle, auditive et motrice cérébrale, qu'il les embauche ou les aide à trouver un emploi, qu'il conçoive des résidences et des installations avec accès pour fauteuils roulants, et qu'il adapte machines, outils et lieux de travail pour que les personnes handicapées puissent y accéder et s'en servir. Cependant, les installations accessibles par fauteuil roulant étaient rares et il y a peu de programmes de formation et d'assistance à l'emploi pour les personnes handicapées. La loi interdit également des actes de violence contre les personnes handicapées et l'abandon de telles personnes ; cependant, il n'y a eu, au cours de l'année, aucune indication que le gouvernement faisait appliquer ces lois.

Durant l'année, il n'a pas été signalé que des adultes handicapés faisaient précisément l'objet de sévices mais ils faisaient face à une grave discrimination en matière d'emploi et d'éducation. Comme promis en 2008, le gouvernement a créé 300 emplois dans la fonction publique pour les personnes handicapées, mais certaines qui y avaient droit ont manifesté au mois de juin après que certains employeurs gouvernementaux aient refusé de les embaucher.

Le gouvernement accordait un appui financier aux écoles spécialisées, aux associations et coopératives d'artisans pour personnes handicapées mais beaucoup d'handicapés physiques mendiaient dans les rues des villes et dans les zones commerçantes parce qu'il n'y avait pas d'autres débouchés économiques. Les handicapés mentaux vivaient souvent dans la rue.

Le ministère de la Famille et des Affaires sociales et la Fédération des handicapés étaient responsables de la protection des droits des personnes handicapées.

Minorités nationales/raciales/ethniques

La population du pays était diverse sur le plan ethnique et les groupes ethniques pratiquaient parfois une discrimination sociétale fondée sur l'appartenance à une ethnie. Au moins un quart de la population était composé d'étrangers. Des lois caduques ou inadaptées en matière de propriété foncière ont donné lieu à des conflits marqués par des motivations ethniques et xénophobes. Des affrontements, généralement à propos de propriété foncière, ont été signalés entre les populations autochtones et d'autres groupes.

La police maltraitait et harcelait régulièrement les résidents africains qui n'étaient pas des citoyens ivoiriens et parfois les commerçants libanais. Le harcèlement de la part des agents de l'État illustre l'idée reçue selon laquelle les étrangers étaient responsables de la haute criminalité et de cas de falsification de cartes d'identité. Le harcèlement des habitants du nord, qui a connu une nette hausse après la rébellion de 2002 a, par rapport à l'année précédente, continué de diminuer. Cependant, lorsque les commissions électorales indépendantes locales ont commencé à examiner les contestations relatives au registre électoral au moins de décembre, le harcèlement des personnes originaires du nord s'est soudain accru. A la suite de dénonciations faites par des personnes loyales envers le gouvernement, le CeCOS a arrêté des centaines de ces personnes et de personnes soupçonnées être des immigrants vivant dans le sud et l'ouest, affirmant que les suspects utilisaient de fausses pièces d'identité pour se faire inscrire au registre électoral provisoire.

Dans l'ouest et le sud-ouest, les tensions entre ethnies ont continué de tourner à la violence. Dans l'ouest, notamment à Duékoué et Bangolo, les violents affrontements ont continué entre la population autochtone et des étrangers, notamment des cultivateurs burkinabés.

Plusieurs incidents violents de nature ethnique se sont soldés par des pertes et vies humaines et des blessures.

Le 15 février, par exemple, dans le village de Tongbakro, des éleveurs baoulés et des éleveurs peulhs se sont affrontés en raison de la destruction de cultures des baoulés par du bétail appartenant aux Peuhl. Un éleveur, blessé par arme à feu durant cet incident est décédé.

Les 12 et 13 mars, des groupes de jeunes des villages de Keibly et de Diboké, dans l'ouest du pays, ont attaqué d'anciennes

personnes déplacées d'origine ethnique baoulé pour empêcher leur réinstallation dans la région. Selon le bureau des Droits de l'homme de l'ONUCI, 18 personnes ont été blessées au cours de cet incident. Une personne a été portée disparue.

Il n'y a eu aucun développement au sujet de la violence due à un différend foncier, qui a éclaté en septembre 2008 entre les villageois d'Abouabou et de Gonzagueville et s'est soldée par sept morts et de nombreux blessés.

Il n'y a eu aucun développement au sujet du meurtre du commerçant Sangaré Adama commis en janvier 2007.

En juillet 2008, le gouvernement a adopté une nouvelle loi sur la xénophobie, le racisme et le tribalisme, rendant ces formes d'intolérance passible de cinq à dix ans de prison.

Abus sociétaux, discrimination et actes de violence basés sur l'orientation et l'identité sexuelles

La stigmatisation par la société de la communauté des gais, les lesbiennes, bisexuels et transgenres (GLBT) a été très étendue et le gouvernement n'a pris aucune mesure pour s'y opposer pendant l'année. Il n'y avait que peu d'organisations GLBT dans le pays. Arc en Ciel, la principale ONG représentant cette communauté, a fonctionné librement, mais le gouvernement lui a imposé de modifier ses statuts afin d'inclure des non GLBT avant que ces statuts soient officiellement approuvés.

Il n'y a pas eu de discrimination officielle basée sur l'orientation sexuelles en matière d'emploi, de logement, d'apatridie ou d'accès à l'éducation ou aux soins de santé. Des homosexuels ont cependant été battus, mis en prison et fait l'objet d'abus verbaux, d'humiliation et d'extorsion par la police, des gendarmes et des membres des forces armées.

Autres formes d'abus et de discrimination sociétaux

La loi ne garantit pas la protection des personnes vivant avec le VIH/sida contre la discrimination sociétale et autre. La stigmatisation sociétale à l'encontre des personnes vivant avec le VIH/sida était répandue.

Section 7 Droits des travailleurs

a. Droit d'association

La loi permet à tous les citoyens, sauf aux membres de la police et des forces armées, de former des syndicats ou d'y adhérer sans conditions excessives et les travailleurs ont, en pratique, exercé ces droits.

Seul un faible pourcentage de la population active était syndicalisé et la plupart des travailleurs étaient employés dans le secteur informel, y compris les petites exploitations agricoles, les petits éventaires au bord des grandes routes ou des rues et les ateliers en milieu urbain. En revanche, les grandes exploitations agricoles industrialisées et quelques corps de métiers étaient syndicalisés et il y avait un syndicat des travailleurs agricoles. Des 15 % de travailleurs que compte le secteur formel, environ 60 % étaient syndiqués.

La loi permet aux syndicats du secteur formel, qui comptait environ 1,5 millions de travailleurs, soit 15 % de la population ouvrière, de mener leurs activités sans ingérence et le gouvernement a, en pratique, protégé ce droit.

La loi accorde le droit de grève et les travailleurs ont généralement exercé ce droit. La loi exige, cependant, une longue série de négociations et un préavis de six jours pour toute grève, ce qui fait que les grèves légales sont difficiles à organiser et à maintenir.

b. Droit d'organisation et de négociation collective

La loi prévoit les négociations collectives et accorde à tous les citoyens, sauf aux membres de la police et des forces armées, le droit de mener des négociations collectives. Des conventions collectives étaient en vigueur dans de nombreuses grandes entreprises commerciales et dans divers secteurs de la fonction publique.

La loi n'interdit pas la discrimination antisyndicale par les employeurs, ou d'autres entités, envers les membres ou les responsables de syndicats. Cependant, le ministère du Travail n'a pas rapporté de cas de plaintes pour discrimination antisyndicale et ingérence des employeurs dans les activités syndicales durant l'année. En outre, aucun rapport n'a signalé que les travailleurs licenciés pour avoir mené des activités syndicales n'auraient pas été rétablis dans leurs fonctions. Aux termes de la loi sur le travail, il est interdit de licencier des travailleurs parce qu'ils participent aux activités syndicales, et cette loi a été appliquée.

Il n'y a pas de zone franche d'exportation.

c. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La loi interdit le travail forcé ou obligatoire, y compris celui des enfants, et le gouvernement s'est efforcé de la faire appliquer durant l'année. Cependant, de telles pratiques ont eu lieu.

Il a été constaté que le travail forcé se pratiquait dans les secteurs informels qui n'étaient pas régis par les lois du travail en vigueur. Par conséquent, les domestiques, la plupart des ouvriers agricoles non industriels et les employés de boutiques et restaurants de rue n'étaient pas couverts par les mécanismes formels de protection sociale. Des adultes ont travaillé sous la contrainte dans de petites entreprises de production de denrées agricoles et d'autres entreprises plus grandes de ce secteur. Il a été signalé que des adultes ont été forcés de travailler dans le secteur de production du caoutchouc, la plupart du temps pendant de longues heures et en échange de salaires médiocres pour les travailleurs vivant, de fait, dans des conditions d'asservissement.

Il y a eu travail forcé des enfants (voir section 7.d.).

d. Interdiction du travail des enfants et âge minimum d'emploi

Des lois contre le travail forcé et l'exploitation des enfants dans les lieux de travail existent ; cependant, le travail des enfants a continué de poser problème. Dans la plupart des cas, l'âge minimum d'accession à l'emploi est de 14 ans ; cependant, le ministère de la Fonction publique, de l'Emploi et de la Réforme administrative ne faisait appliquer cette disposition, de manière effective, que dans la fonction publique et dans les grandes sociétés multinationales. Les enfants ne sont pas autorisés à travailler entre 19 heures et 6 heures du matin. Ils travaillaient souvent dans des exploitations familiales et certains enfants travaillaient régulièrement dans le secteur informel des milieux urbains comme vendeurs, cireurs de chaussures, coursiers, aides domestiques, serveurs dans les restaurants de rue, surveillants et laveurs de voitures. Certaines fillettes commençaient à neuf ans déjà à travailler comme domestiques et souvent à l'intérieur de leur cercle familial élargi.

Les enfants ont continué de travailler dans des conditions dangereuses dans des plantations de cacao. Une enquête publiée cette année par l'université de Tulane a constaté que 24,1 pour cent des enfants âgés de 5 à 17 ans et vivant dans les régions productrices de cacao avaient travaillé dans une plantation au cours des 12 mois précédents. Toujours selon cette enquête, un certain nombre d'enfants ont eu ou ont été exposés à des conditions de travail dangereuses, dont l'utilisation d'outils (93,9 pour cent) et le transport de lourdes charges (79,8 pour cent). Dans les plantations de cacao, 50,6 pour cent des enfants y travaillant ont déclaré avoir été blessés pendant leur travail dans le domaine agricole. Alors qu'un faible pourcentage d'enfants travaillant dans les plantations de cacao n'avait aucun lien de parenté avec les exploitants, la majorité travaillait dans des exploitations familiales ou avec leurs parents.

Au mois de juillet, le gouvernement a lancé un nouveau programme portant sur le travail des enfants dans les régions productrices de cacao. Il est axé sur la réduction de la pauvreté et donc du travail des enfants en assurant que chaque village possède une école primaire, une clinique et se livre à des activités génératrices de revenu venant compléter celui qui provient du cacao. Il a aussi sensibilisé les parents à l'importance de la scolarisation des enfants. Il a aussi fait mieux comprendre aux parents les dangers liés au travail des enfants et qu'il est nécessaire de mettre fin à la participation des enfants aux tâches dangereuses. A la fin de l'année, le gouvernement avait commencé à mettre ce programme en œuvre dans 10 villages producteurs de cacao et choisi 21 autres pour y participer.

Le ministère du Travail est responsable de l'application des lois concernant le travail des enfants et a fait des progrès au cours de l'année pour se pencher sur les pires formes de travail des enfants. Bien que l'application des lois sur le travail des enfants ait continué de subir des contraintes financières et autres, certains signes indiquent que les efforts du gouvernement et ceux de ses partenaires internationaux ont contribué à diminuer les pires formes de travail des enfants.

Le ministère du Travail et le groupe de travail du Premier ministre chargé du travail des enfants ont soutenu et collaboré avec des ONG et des partenaires internationaux pour combattre les pires formes de travail des enfants. Le groupe de travail a continué d'exécuter un plan national d'action pour lutter contre la traite et le travail des enfants. Neuf ministères ont participé à cette initiative. Le ministère de la Famille et des

Affaires sociales, en coordination avec plusieurs ONG internationales, a mené des campagnes de sensibilisation à l'intention des enfants à risque et des régions agricoles qui emploient des enfants.

Pour sensibiliser les familles agricoles au travail des enfants, les ONG ont, au cours de l'année, continué sans relâche leurs campagnes axées sur la liste, mise au point par le gouvernement, des pires formes de travail des enfants, qui sont interdites. L'Association de placement des employés de maison de Côte d'Ivoire a œuvré pour empêcher l'exploitation des enfants domestiques. D'autres ONG ont mené campagne contre la traite des enfants, le travail des enfants ainsi que les sévices sexuels ciblant les enfants.

e. Conditions de travail acceptables

Les salaires minimum variaient en fonction des catégories professionnelles et le plus bas de ces salaires minimum était fixé, dans le secteur industriel, à environ 36 607 francs CFA (73 dollars) par mois ; ce revenu ne permettait pas au travailleur et à sa famille de jouir d'un niveau de vie adéquat. Les manœuvres du secteur bâtiments recevaient un salaire minimum légèrement plus élevé. Le gouvernement ne faisait appliquer les taux de salaire minimum qu'aux fonctionnaires salariés ou aux employés inscrits à la Sécurité sociale.

Les fédérations syndicales ont tenté de lutter pour un traitement juste des travailleurs, conformément à la loi, dans les cas où les sociétés ne respectaient pas les normes en matière de salaire minimum ou pratiquaient la discrimination entre certaines catégories de travailleurs, entre nationaux et étrangers, par exemple.

Le gouvernement n'a pris aucune mesure pour corriger les grands écarts de salaire entre les employés expatriés non africains et leurs collègues africains qui travaillaient pour le même employeur.

La semaine de travail normale est légalement fixée à 40 heures. La loi prévoit un paiement d'heures supplémentaires pour tout travail additionnel et une période de repos d'au moins 24 heures par semaine. La loi n'interdit pas les heures supplémentaires obligatoires.

La loi prévoit des normes en matière d'hygiène et de sécurité dans le secteur formel ; cependant, dans le grand secteur informel, le gouvernement faisait appliquer ces normes de façon irrégulière, voire pas du tout. Les inspecteurs du travail acceptaient régulièrement des pots-de-vin. Les travailleurs du secteur formel ont le droit de refuser de ne pas s'exposer à des conditions dangereuses de travail, sans pour autant risquer de perdre leur emploi, en ayant recours au mécanisme d'inspection du ministère du Travail pour documenter des conditions de travail dangereuses. Cependant, les travailleurs des secteurs formel et informel ne pouvaient pas s'absenter de leur travail sans risquer le licenciement.

Plusieurs millions de travailleurs étrangers, venant surtout des pays voisins, étaient généralement employés dans le secteur informel où les lois du travail n'étaient pas appliquées. Ni les travailleurs migrants étrangers ni les travailleurs ivoiriens travaillant dans le secteur informel ne bénéficient des lois du travail en vigueur actuellement